

# DÉFAITE D'ORBÁN : UN TOURNANT POUR TOUT LE MOUVEMENT CONSERVATEUR

Jean-Yves Camus

05/06/2026

**Les élections législatives hongroises ont consacré, le 12 avril 2026, la défaite de Viktor Orbán, au pouvoir depuis seize ans. Dans cette note, Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, souligne qu'au-delà de la Hongrie, ce tournant politique aura des répercussions à la fois sur le fonctionnement de l'Union européenne et sur l'action globale du mouvement conservateur en Europe et aux États-Unis.**

Les élections législatives hongroises ont consacré, le 12 avril 2026, la victoire du parti conservateur pro-européen Tisza sur celui du Premier ministre sortant Viktor Orbán, au pouvoir depuis seize ans sans interruption. Il s'agit d'un événement de portée internationale, puisque la défaite du Fidesz (Fidesz-Magyar Polgári Szövetség) et de son petit allié catholique-conservateur le Parti populaire démocrate-chrétien (Kereszténydemokrata Néppárt, KNDP) aura des répercussions à la fois sur le fonctionnement de l'Union européenne et sur l'action globale du mouvement conservateur en Europe, mais aussi aux États-Unis. Voici quelques réflexions sur le résultat du vote et les perspectives d'évolution de la Hongrie.

## Le système électoral et institutionnel

La victoire de Peter Magyar est d'autant plus indiscutable que, depuis 2010, lorsqu'il a obtenu une majorité des deux tiers, les gouvernements successifs dirigés par Orbán ont, en 2011 et 2024, changé la loi électorale sans guère de consultation préalable et manifestement à leur avantage. La taille de la chambre unique a été réduite et la part des sièges alloués au suffrage universel direct par le vote de circonscription a été augmentée. Cela n'est pas un problème en soi dans le système mixte où les députés sont élus pour quatre ans dans un scrutin à un seul tour, 106 d'entre eux l'étant dans des circonscriptions électorales et 93 autres au scrutin proportionnel plurinominal de liste.

Encore faut-il qu'il n'y ait pas redécoupage des circonscriptions après chaque élection pour, en fonction des résultats, redessiner la carte. Or, c'est précisément ce qui a été fait, avec à chaque fois l'utilisation d'un argument, celui de l'évolution démographique, qui cache très mal le souci de préserver les circonscriptions favorables au Fidesz tout en réduisant le nombre de celles, par exemple de Budapest, gouvernées par l'opposition des Verts, des socialistes et du centre gauche. La question de la carte électorale restera centrale, dans la mesure où les projections démographiques annoncent une baisse de la population, qui, pour la première fois depuis 1952, est passée juste sous la barre des 9,5 millions en 2025, mais devrait chuter encore, à la fois parce que les mesures natalistes d'Orbán ont échoué et parce que l'émigration des Hongrois a atteint son plus haut niveau depuis vingt-cinq ans.

Dans le système électoral, le nouveau gouvernement devra également savoir ce qu'il veut faire avec un seuil de représentation minimal de 5% des voix obtenues au niveau national. Celui-ci ne profite actuellement qu'au parti d'extrême droite Mi Hazánk, dirigé par László Toroczkai, et dont tous les élus le sont à la proportionnelle, à tel point que le mouvement demande à Peter Magyar d'en introduire une dose supplémentaire. À ce jour en effet, le système favorise les blocs électoraux : le seuil passe à 10% pour les listes présentées conjointement par deux partis (par exemple, Fidesz-KNDP) et à 15% pour les listes présentées par des coalitions de trois partis ou plus. Il faudra donc voir si, une fois que le vote utile pour Magyar aura porté ses fruits, le centre gauche et la gauche, conscients qu'il est et demeure un conservateur, certes pro-européen, décident d'occuper un espace en s'alliant pour faire bouger le curseur du débat et sortir du duel entre conservateurs illibéraux et conservateurs modérés. Mi Hazánk ne peut en effet accaparer le rôle d'opposition parlementaire.

Plus largement, le nouveau gouvernement va devoir se confronter à un système politique verrouillé par le Fidesz, qu'il peut modifier, mais par une révision constitutionnelle. La loi électorale, votée en décembre 2024, outre qu'elle redessina 39 circonscriptions, en vigueur, résulte d'une réforme votée le 23 décembre 2011 et qui, comme la nouvelle Constitution, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012, avait été taillée sur mesure pour que le parti au pouvoir conserve la majorité absolue. C'est sur la base de ce texte que la Hongrie sous Orbán a pu être considérée comme une démocratie illibérale. La Constitution a réduit les compétences de la Cour constitutionnelle pour juger des textes législatifs, laissant toute liberté au Fidesz pour faire passer des lois qui ne risquent pas la censure. En revanche, elle s'est vu donner le privilège exorbitant d'infirmer les jugements des tribunaux, sur simple saisine d'un particulier. Comme les juges sont élus par le Parlement, qu'Orbán en a augmenté le nombre pour mieux la tenir en main et que l'âge légal de la retraite pour ces juges a été supprimé, c'est une Cour faite pour entériner les décisions du pouvoir.

La nouvelle Constitution a également maltraité le pouvoir judiciaire, cette fois en avançant l'âge légal de départ en retraite des magistrats pour que le gouvernement puisse remplacer rapidement toute une génération au sein de laquelle, parmi les plus âgés, tous ne lui sont pas acquis. Les quatre médiateurs (*ombudsman*) spécialisés ont été réduits à un seul et, enfin, de nombreux domaines touchant l'organisation de l'État et les droits fondamentaux sont désormais régis par des lois organiques votées à la majorité des deux tiers. Si le gouvernement de Peter Magyar, disposant lui aussi de cette majorité, peut en pratique revenir sur les dispositions constitutionnelles qu'Orbán a imposées pour asseoir son pouvoir, on mesure l'étendue de la tâche qui l'attend et qui doit être accomplie dans la durée du mandat dont il dispose.

## Les résultats du scrutin

À l'issue du scrutin, qui a enregistré une participation record de 78,99% contre 69,59% en 2022, le nombre de partis politiques représentés au parlement monocaméral est réduit à trois : Tisza (53,18%) obtient 141 élus sur 199 sièges de députés ; la coalition Fidesz-KNDP (38,61%) en obtient 52 et la formation ultranationaliste d'extrême droite Mi Hazánk (Notre Patrie, 5,63%) a six élus, tous obtenus au scrutin national sur liste. Alors que le scrutin européen de 2024 avait déjà montré le manque de soutien populaire pour les autres formations, libérales, écologistes et sociales-démocrates, l'émergence de Tisza comme seule alternative réaliste au pouvoir d'Orbán a conduit certains partis à ne pas participer pour ne pas éparpiller les voix. Les libéraux du Mouvement Momentum (Momentum Mozgalom), affiliés à Renew au Parlement européen, la gauche radicale incarnée par le Mouvement oui, solidarité pour la Hongrie, les Verts ainsi que le Parti socialiste et les nationaux-populistes de Jobbik ont décidé de ne pas présenter de candidats, afin de donner toutes ses chances à Peter Magyar. Seuls ont présenté une liste et des candidats les sociaux-libéraux de la Coalition démocratique (Demokratikus Koalíció, DK), scission de l'ancien Parti socialiste hongrois (Magyar Szocialista Párt, MSzP) ainsi que le minuscule Parti communiste (0,82%). L'électorat a jugé durement l'attitude de DK et de sa dirigeante, Klára Dobrev : le parti perd ses 15 députés et n'obtient que 1,10% des voix. Ce réflexe de vote utile et d'union pour renverser Orbán, malgré un système électoral verrouillé à son avantage, des sondages souvent manipulés et des ingérences russes dans la campagne, a certes fonctionné, mais se pose désormais la question de savoir comment, une fois en place, le gouvernement Magyar va pouvoir incarner les attentes des électeurs lors de son premier mandat.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## L'analyse des résultats

La **carte des résultats** publiée par la Commission électorale hongroise montre une victoire écrasante de Tisza dans l'immense majorité des comtés, à travers tout le pays. Elle est complète dans les 16 circonscriptions de Budapest, avec des scores généralement supérieurs à 60% et un étiage le plus bas à 53,62% dans le 14<sup>e</sup> district, un des plus huppés de la ville. Tisza remporte, certes moins facilement, les circonscriptions du comté de Pest, le deuxième en population (1,2 million) qui entoure la capitale et est majoritairement rural : Tisza ne gagne ici la circonscription de Dabas, ville du héros national László Kossuth, qu'avec une majorité relative de 48%. Dans le troisième comté le plus peuplé (mais il ne comprend que la moitié de la population de celui de Pest, soit 640 000 habitants), dont le chef-lieu est la grande ville de Miskolc, la victoire de Tisza est plus serrée et Fidesz garde même la circonscription de Ózd, ville anciennement industrielle et sinistrée, située à la frontière slovaque et dont le maire est vice-président de Jobbik, parti nationaliste-conservateur qui a, pour la plupart des observateurs hongrois, évolué de l'extrême droite vers une position plus centriste. Dans le comté de Hajdú-Bihar où se trouve Debrecen, la deuxième ville de Hongrie, une seule circonscription échappe à Tisza au profit du Fidesz : celle de Berettyóújfalu, ville proche de la Roumanie et vieux fief municipal de la droite (notamment du parti des petits paysans propriétaires, puis du Fidesz) depuis la chute du communisme. À Debrecen même, la victoire la plus mince de Tisza dans la 3<sup>e</sup> circonscription (50,92%) se fait avec un score tout de même supérieur à la somme des voix du Fidesz et de Mi Hazánk. Tisza l'emporte également dans le comté de Baranya, où se situe la cinquième ville, Pécs, ainsi que dans la région frontalière avec l'Autriche, Győr-Moson-Sopron, où il ne concède au Fidesz qu'une circonscription, perdue à 600 voix près.

Il faut donc examiner les endroits où le Fidesz reste majoritaire. La carte le montre : ce sont, à deux exceptions près, des régions frontalières. D'abord avec l'Autriche et la Slovénie. À l'ouest du pays, on isole facilement un bloc de trois comtés où la droite est majoritaire : il est formé par deux circonscriptions du comté de Vas et, dans la continuité territoriale, d'une du comté de Győr. La région de Vas a des particularités importantes, notamment celle d'être beaucoup moins dense que le reste du pays (76 habitants/km<sup>2</sup> contre une moyenne de 106 habitants/km<sup>2</sup>) ; d'avoir subi au Traité de Trianon une amputation territoriale importante qui a mis fin à son caractère pluriethnique (il y avait 30% d'Allemands) ; d'abriter encore une petite minorité slovène ; d'être une zone à forte population âgée (22% de +65 ans) vivant en milieu rural, où la démographie est déclinante et où les petits villages sont dominants.

Deux autres bastions maintenus du Fidesz sont mitoyens avec la Slovaquie et plus précisément avec le sud de ce pays, où vit une importante communauté magyare politiquement organisée, à laquelle Orbán a proposé en 2010 d'acquérir, sur simple demande, la nationalité hongroise, ce que tous les gouvernements slovaques ont refusé d'accepter, tandis qu'ils restreignaient les droits linguistiques des Magyars. Les décrets Beneš de 1945 – qui ont privé de la citoyenneté slovaque les Hongrois restés en Tchécoslovaquie, les ont chassés pour certains – sont encore une pomme de discorde entre les deux pays. Cette situation a pu contribuer à faire d'une partie du petit comté de Nógrád, comme de celui de Borsod-Abaúj-Zemplén, des zones d'autant plus favorables au Fidesz que les ultranationalistes de Mi Hazánk n'y présentaient pas de candidats.

La même problématique prévaut dans la partie nord-est du comté de Szabolcs-Szatmár-Bereg, qui jouxte au nord la région ukrainienne de Transcarpatie et à l'est la région roumaine de Satu Mare. Nous voyons ici, comme dans la circonscription Fidesz de Berettyóújfalu, dans le comté de Hajdú-Bihar limitrophe avec la Roumanie, une trace des conséquences durables des redécoupages qui ont commencé au Traité de Trianon et qui voient des minorités hongroises vivre hors-frontières, dans des pays où leurs droits à la langue, à l'éducation, à l'égalité réelle sont parfois imparfaits, voire en recul. En Roumanie, les Hongrois représentent plus de 6,5% des citoyens et, dans le département de Satu Mare, comptent pour environ 35% des habitants. Ils sont organisés politiquement par l'Union démocrate magyare de Roumanie (Uniunea Democrată Maghiară din România, UDMR), un parti qui fait partie du Parti populaire européen (PPE) et qui participait au gouvernement roumain du libéral Ilie Bolojan, renversé le 5 mai dernier par une motion de censure adoptée avec les voix conjointes du Parti social-démocrate (Magyarországi Szociáldemokrata, MSZDP) et de l'Alliance pour l'unité des Roumains (Alianța pentru Unirea Românilor, AUR), l'extrême droite pro-russe. Ce dernier parti est lui-même anti-hongrois et favorable à un retour du pays aux frontières de la Grande Roumanie de 1920.

Le Fidesz a joué de la carte irrédentiste : sous Orbán, le drapeau de la minorité des Sicules (ou Széklers), Magyars de Roumanie centrale, flottait sur le Parlement de Budapest. Son gouvernement a commémoré le centenaire de Trianon en édifiant, au centre de la capitale, un monument mural où sont gravés les noms des 12 000 municipalités qui ont fait partie de la Grande Hongrie d'avant 1920.

Le poids du Fidesz sur le bord de la frontière ukrainienne est lié à d'autres facteurs. L'Ukraine a en effet adopté en 2017 une loi faisant de l'ukrainien la seule langue d'enseignement à partir du secondaire, argument utilisé par Orbán pour dénoncer la violation des 100 000 magyarophones de la région transcarpathique (Uzhgorod-Mukachevo), à l'appui de ses positions pro-russes.

Dans les deux autres parties du pays où le Fidesz gagne, les raisons du succès semblent tenir à sa

position dominante, qui remonte à 2010 et à la personnalité du candidat. Ainsi, Sándor Kovács, vainqueur à Szabolcs avec seulement 300 voix d'avance, très investi dans la question des aides sociales (donc d'une forme institutionnalisée de clientélisme), se vantait avant le scrutin de tout savoir sur chacun de ses électeurs. Sans doute grâce à sa longévité : il est maire d'une commune depuis 2000 ; il a été vice-président de l'assemblée du comté de Szabolcs-Szatmár-Bereg de 2010 à 2014 et est député depuis 2014. Un titre de la presse d'opposition<sup>1</sup> l'a accusé avant le vote d'être depuis longtemps lié aux responsables de la minorité Rom, qui lui apporteraient des voix. Cela étant, sa faible marge de victoire montre que le réseau d'autorités locales qui assurait l'assise du Fidesz est en train de se fissurer : il est gagnant de très peu, alors que, avant le scrutin, 41 maires sur les 44 que compte sa circonscription avaient pris position publiquement et par écrit en sa faveur, sans être entièrement suivis par les électeurs.

On peut dire enfin quelques mots du parti ultra-nationaliste, Mi Hazánk (MH), qui siège au Parlement européen dans le groupe L'Europe des nations souveraines (ENS), celui du parti français Reconquête !. Ce mouvement, resté irrédentiste, a été fondé en 2018 par des dissidents du Jobbik, alors en décomposition et en période de recentrage vers une fonction de parti attrape-tout des déçus droitiers de Orbán, surtout en matière économique et sociale. Dirigé par László Toroczkai, venu du Mouvement des 64 Comtés (HVIM)<sup>2</sup>, par l'influence de la députée Dóra Dúró et de son époux, Előd Novák. Il a obtenu 358 372 voix (5,63%). Son programme inclut des références explicites à la grandeur passée de la nation hongroise depuis les temps antiques, à son caractère chrétien, mais aussi à ses racines nordiques et aux apports de « l'Est », dont du monde slave. Il est critique du bilan social du Fidesz, des « oligarchies » (il compare les oligarques du régime Orbán aux grands propriétaires terriens, souvent nobles, de l'époque pré-communiste) et du « mondialisme ». Nostalgique de l'Empire bicéphale, il est le seul à réclamer la révision du Traité de Trianon. Enfin, sa xénophobie vise à la fois la population étrangère, qu'il estime déjà trop nombreuse, mais aussi la minorité Rom : dans son document théorique de 2022 était ainsi indiqué que « les jeunes Roms ne deviennent des hommes que lorsqu'ils sont allés en prison ». Établissant un lien causal entre identité Rom et criminalité, il demandait que les auteurs des infractions les plus graves purgent leur peine dans des camps situés en Russie, **principalement en Sibérie**.

Le racisme anti-Rom de MH conduit à regarder s'il existe une corrélation entre la présence de cette minorité et le vote. La question est rendue difficile par l'absence de chiffres fiables, même lors des recensements, sur la population Rom, estimée entre 600 000 et 800 000 personnes, soit environ 8,8%. La carte du vote pour MH montre une amplitude allant de 3,04% à 11,18%. Les régions à hauts scores sont en particulier le comté de Pest, circonscription de Dabas (11,18%), et celui de Nógrád (9,87%) ; de Csongrád-Csanád (deux circonscriptions à plus de 9%). Avec toutes les précautions d'usage compte tenu de l'incertitude des données démographiques, la carte de la population Rom

semble montrer une corrélation, en particulier dans le nord-est du pays, avec les **meilleures implantations de Fidesz et de MH**.

## Qu'est-ce que Tisza ?

Le nom du parti est un acronyme de « respect » et « liberté ». Ancien membre du Fidesz, puis diplomate en poste auprès de l'Union européenne et membre du cabinet d'Orbán, Peter Magyar est en effet un conservateur pro-européen. L'analyse du programme de Tisza, dont les députés européens siègent avec le PPE, ne laisse aucun doute à ce sujet. Ayant promis aux électeurs un « changement de régime », Tisza va s'atteler en priorité à la lutte contre la corruption, en adhérant au Parquet européen, en restaurant l'indépendance de la magistrature et revenant à la transparence des marchés publics, trop généreusement octroyés à des entreprises proches de Orbán, qui avait instauré un capitalisme de connivence. Si cet objectif est atteint, le nouveau gouvernement aura un coup de pouce budgétaire : les 20 milliards d'euros de fonds européens bloqués par la Commission européenne depuis 2022 en raison des manquements à l'État de droit constatés par l'Union européenne.

Cette manne financière, débloquée rapidement, servira à financer le volet économique et social du programme : baisse de l'impôt sur le revenu de 15% à 9% pour les salaires inférieurs au salaire médian (1059,50 euros), hausse de 25% des rémunérations dans l'éducation, la santé et la protection sociale, doublement des allocations familiales gelées depuis 2008 et ouverture du droit à la retraite après quarante années de cotisation pour les hommes.

L'équipe de Peter Magyar comprend des experts arrivés en responsabilités, en premier lieu la vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, Anita Orbán, 52 ans, qui a été de 2010 à 2015 ambassadrice pour les questions énergétiques au sein de la diplomatie hongroise. Diplômée de la Fletcher School of Law and Diplomacy aux États-Unis et spécialiste de l'expansion des entreprises russes en Europe après la chute du communisme, elle s'est installée en Grande-Bretagne en 2015 pour rejoindre le secteur privé avant de revenir à Budapest en 2021 pour travailler chez Vodafone. Elle a publié *Power, Energy, and the New Russian Imperialism*<sup>3</sup>. Ce souci de récompenser la compétence universitaire est attesté aussi par le choix de la ministre de la Justice, Márta Görög, qui n'appartient à aucun parti, mais est la doyenne de la faculté de droit et de science politique de Szeged, spécialisée en droit civil. Un subtil dosage politique adjoint à cette équipe un ancien secrétaire d'État à la fiscalité (2010-2011) d'Orbán, l'économiste András Kármán, qui eut la bonne idée de quitter le navire du gouvernement Fidesz pour affirmer ses talents de négociateur à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et à Bruxelles en général. Issus aussi de l'université, la ministre de l'Éducation Judit Lannert, sociologue classée à gauche.

Le chef du gouvernement est épaulé par un ministre chargé de diriger son cabinet et ses services, le journaliste Bálint Ruff, venu de l'Alliance des démocrates libres, une ancienne formation sociale-libérale. Il a travaillé longtemps en tandem avec l'ancien directeur de campagne du parti, Péter Tóth, promu conseiller du Premier ministre pour la sécurité nationale, dont une des tâches sera de dépolitiser les services de renseignement hongrois. L'équipe de campagne a également produit le ministre de l'Intérieur, Gábor Pósfai, ancien directeur des opérations de Tisza, issu du milieu de l'entreprise. Ce francophone a fait sa carrière dans le groupe Decathlon, dont il a piloté la croissance en Hongrie et en Autriche.

Le responsable des questions économiques et énergétiques du parti est devenu ministre chargé des mêmes sujets : István Kapitány est ancien vice-président mondial de Shell et ancien président de l'association hongroise de management. Le ministre de la Santé a un profil particulièrement atypique : Vilmos Káta-Németh, avocat, est non-voyant depuis son adolescence, mais a poursuivi la pratique de l'aïkido à haut niveau et a été entraîneur de boxe thaï. Il est élu de Csepel, le 21<sup>e</sup> arrondissement de Budapest. Enfin le ministre de la Défense est un militaire, l'ancien chef d'état-major (2011-2013) Romulusz Ruszin-Szendi, officier artilleur passé par les forces spéciales entraînées par les États-Unis. Contrairement à son prédécesseur, un civil remarqué par les affaires qu'il faisait avec la Russie, le nouveau ministre à l'avantage d'être passé sur des théâtres d'opérations extérieures avec l'OTAN (Irak et Afghanistan) et d'avoir une formation contre-terroriste (y compris en combat urbain) acquise avec le commandement militaire américain en Europe.

Le nouveau gouvernement tranche avec l'ère Orbán par le choix des ministres nommés en fonction de leur compétence professionnelle, d'un profil atypique (le ministre de l'Environnement est directeur de zoo) ou de son audience dans un secteur important de la société hongroise. Le ministre de la Culture, Zoltán Tarr, n'est ainsi pas issu du milieu culturel, mais c'est un ancien pasteur de l'Église réformée, connu pour avoir bataillé contre l'emprise du système Orbán sur le calvinisme hongrois, puis impliqué dans la dénonciation d'un scandale d'abus sexuels commis dans un orphelinat et dont l'auteur avait été gracié par l'ancienne présidente Katalin Novák, avec l'appui de l'évêque calviniste Zoltán Balog, ancien conseiller principal, puis ministre d'Orbán.

Les diverses qualités d'un ministre peuvent s'entremêler et témoigner aussi du nombre d'anciens hauts fonctionnaires, voire de ministres d'Orbán, qui ont tourné casaque après des démêlés avec les décisions gouvernementales. Le nouveau ministre des Transports, Dávid Vitézy, est emblématique : nul ne conteste son expertise, en tant que directeur de l'autorité des transports publics de Budapest, fondateur d'une association d'usagers de ceux-ci, haut fonctionnaire, mais il fut aussi un serviteur du régime Orbán, dont il fut secrétaire d'État jusqu'en novembre 2022. Tantôt

en grâce, tantôt en disgrâce, tardivement critique du patron du Fidesz, il était encore en 2024 candidat à la mairie de Budapest contre le sortant de centre gauche et actuel édile Gergely Karácsony. Vitézy était alors soutenu par un improbable cartel des Verts, du Jobbik et finalement, au second tour, bénéficia du désistement de la candidate Fidesz. Tous ces éléments confirment que le nouveau gouvernement reste, dans sa composition, un mélange penchant à droite, avec quelques gages donnés à la gauche, mais dont la principale caractéristique est d'incarner une droite plus européenne, plus atlantiste, rétive aux interférences russes et, surtout, dégoûtée par le népotisme et la corruption du clan Orbán, qui empêchait toute arrivée aux responsabilités de quiconque n'était pas strictement aux ordres.

## **La question de l'influence des *think tanks* hongrois liés au Fidesz en Europe, et leurs liens avec le mouvement MAGA aux États-Unis**

C'est un fait peu étudié, l'existence à Budapest de *think tanks* et d'universités alignés sur l'idéologie nationale-conservatrice du Fidesz et qui, ces dernières années, ont accueilli non seulement des Hongrois, mais également des Européens et des Américains. Ces derniers ont permis aux intellectuels favorables à Orbán de mieux connaître les nationalistes et identitaires européens attirés par son modèle autoritaire, en plus d'entretenir un réseau avec des universitaires ou essayistes américains de la mouvance conservatrice. Il s'agit de les décrire et d'envisager leur avenir dans un pays où, désormais, le Fidesz étant dans l'opposition, ses moyens financiers ne sont plus ceux de l'appareil d'État.

Ceci nécessite de dissiper une idée reçue : depuis le début de sa seconde ère au pouvoir (2010), Orbán n'a pas été qu'un dirigeant populiste au discours simpliste. Il s'est entouré, surtout dans les premières années, d'intellectuels idéologues peu connus hors de leur pays : le futur député européen anglo-hongrois György Schöpflin, de la London School of Economics, l'économiste Zsolt Németh et surtout le sociologue Gyula Teller (1934-2023). Député de 1990 à 1994, puis de 2006 à 2010, ancien membre de l'Alliance des démocrates libres (Szabad Demokraták Szövetsége, SZDSZ), Teller a basculé au milieu des années 1990 vers le Fidesz et a dirigé le groupe d'analyse politique du cabinet du Premier ministre. Il fut le principal inspirateur du [fameux discours du 26 juillet 2014](#) dans lequel Orbán annonçait les orientations de la démocratie illibérale.

Des travaux de Teller, on doit prêter une attention particulière à un concept-clé du populisme de droite, particulièrement adapté à la situation de l'Europe centrale et orientale post-communiste : selon lui, les sociaux-démocrates et les libéraux, par leur approche idéologique et leur méthode managériale, auraient acquis une hégémonie culturelle et politique dont le résultat aurait été de

confisquer les aspirations populaires et nationales partagées après la chute du régime de János Kádár. C'est ce retour à une conception « saine » du nationalisme bourgeois que le Fidesz devait avoir pour mission de mettre en œuvre.

D'autres intellectuels conservateurs se sont mis au service du pouvoir, lequel a soutenu financièrement plusieurs *think tanks* et institutions universitaires, dont les principaux sont l'Institut du Danube et le Matthias Corvinus Collegium, qui dispose d'une antenne à Bruxelles. L'alternance en Hongrie pose la question de leur avenir, compte tenu de leur localisation et de leurs financements par l'appareil d'État. Et cet avenir concerne d'autres pays que la Hongrie, dans la mesure où ces *think tanks* ont formé des nationaux-conservateurs et des identitaires venus d'autres pays. C'est ainsi que le député européen Rassemblement national (RN) Fabrice Leggeri est *non resident fellow* de l'Institut du Danube depuis 2025 et que le directeur de la rédaction du magazine conservateur-identitaire *Frontières*, Erik Tegnér, a été *visiting fellow* en 2021.

Depuis 2013, sous la direction du Britannique John O'Sullivan, ancien conseiller de Margaret Thatcher et collaborateur de la *National Review* américaine, l'Institut du Danube a établi des partenariats avec la Heritage Foundation (États-Unis) et le *think tank* polonais Warsaw Institute. Leur but : propager les valeurs culturelles du conservatisme, l'économie de marché et « une relation transatlantique réaliste », idées qui sont aussi propagées par la revue trimestrielle anglophone *Hungarian Conservative*.

Le Matthias Corvinus Collegium (MCC), nommé d'après le grand roi du XV<sup>e</sup> siècle Matthias Corvin, est un établissement privé qui se réclame des valeurs du respect des traditions, du patriotisme et du réalisme en matière de questions internationales. Fondé en 1996, il possède 27 antennes locales dans tout le bassin des Carpates, des antennes à Vienne, Berlin et Bruxelles, assure toucher au total 7000 étudiants répartis dans des « centres de recherche » sur des sujets aussi divers que le climat, les migrations, la jeunesse, les relations hungaro-allemandes, l'identité hongroise et les relations avec l'Asie, tout spécialement avec la Chine.

Le MCC a joué un rôle essentiel de point de chute en Europe pour de nombreux universitaires de la mouvance *Make America Great Again* (MAGA), en recevant comme conférenciers ou chercheurs invités le constitutionnaliste contre-révolutionnaire Adrian Vermeule ; le polémiste Tucker Carlson ; le politiste conservateur catholique Patrick Deneen ; l'influenceur Andy Ngo, connu pour son livre de 2021 décrivant le mouvement antifa comme violent et terroriste<sup>4</sup> ; le politiste Gladden Pappin qui dirige également l'Institut hongrois des relations internationales ; le journaliste Rod Dreher, très proche de J.D. Vance, également affilié à l'Institut du Danube et auteur d'un livre remarqué qui promeut la constitution de communautés chrétiennes autonomes vivant en marge du

monde laïque<sup>5</sup>.

La question de savoir quel est l'avenir des deux institutions (Institut du Danube et MCC) et qui va continuer à y travailler est d'autant plus importante qu'elles ont également accueilli des Français, Erik Tegnér, du journal *Frontières*, pour la première ; pour la seconde, Marion Maréchal, ainsi qu'un enseignant de l'Institut catholique de Vendée (ICES), une historienne du CNRS spécialiste de la Hongrie et un de ses collègues souverainiste, spécialiste de l'Allemagne, le doctorant en sciences politiques Thibaud Gibelin, passé par l'Institut Iliade, la géopolitologue Caroline Galactéros, l'avocat Thibault Mercier et plusieurs journalistes français.

Il est certes arrivé fréquemment que les deux institutions invitent des conférenciers qui ne sont ni d'extrême droite, ni même de droite. Il n'en reste pas moins que c'est par elles que de nombreux invités étrangers, conservateurs, libéraux ou plus identitaires, ont eu accès aux conceptions politiques du régime Orbán et lui ont fait connaître les leurs, de sorte que s'est créé un écosystème transcontinental d'orientation nationale-conservatrice dont le maintien, l'étiollement ou l'improbable disparition influenceront nécessairement sur les courants d'échanges intellectuels à droite.

Ceci est d'ailleurs vrai de cette « grand-messe » conservatrice qu'est la déclinaison européenne de la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), dont Budapest était, sous Orbán, l'hôte depuis 2022 et pour la dernière édition en mars 2026 en coopération avec le Centre pour les droits fondamentaux, dirigé par Miklós Szánthó et dont la devise « Dieu, patrie, famille » résume l'objectif de donner au monde occidental une colonne vertébrale fondée sur les valeurs judéo-chrétiennes, ce compris un soutien sans faille au gouvernement israélien actuel. En 2022, les partis nationalistes et/ou identitaires Chega (Portugal), Vox (Espagne), Vlaams Belang (Belgique) et Eesti Konservatiivne Rahvaerakond (Estonie), un ancien Premier ministre polonais du PiS (Prawo i Sprawiedliwość), l'actuel chef du gouvernement tchèque, Andrej Babiš, y intervenaient. Jordan Bardella aussi en 2022 et 2023. Deux autres éditions ont eu lieu en 2023 et 2026, avec notamment le président argentin Javier Milei, la dirigeante de l'AfD (Alternative für Deutschland) allemande Alice Weidel et le Premier ministre de Géorgie Irakli Kobakhidzé ou encore le Slovène Janez Janša, en passe de redevenir chef du gouvernement.

Il ne faut certes pas magnifier cet événement auquel le président Trump et Steve Bannon n'ont fait qu'envoyer des messages vidéo. Néanmoins, un tel rassemblement n'était possible qu'avec la mobilisation des moyens de l'État. Il accueillait des élus républicains américains, maintenant ainsi un contact permanent entre le Fidesz et la nébuleuse MAGA. Ceci, à défaut de créer une hypothétique « internationale réactionnaire », témoignait de l'intérêt porté à l'étranger au modèle

sociétal et politique hongrois – intérêt qui émanait peut-être autant des médias hostiles à Trump et Orbán que de leurs épigones. D'où la question de savoir quel va être le prochain épigone de ce réseau. Peut-être la Pologne pour partie, où la Fondation Patriots for Europe, présidée par l'eurodéputé András László (Fidesz), liée au groupe Patriotes pour l'Europe au Parlement européen, présidé par Jordan Bardella, organisait le 12 mai 2026 à Varsovie un colloque sur la politique européenne des migrations. Plusieurs orateurs de la conférence venaient du parti national-catholique Ruch Narodowy, allié au RN à Bruxelles, et du *think tank* Ordo Iuris, qui estime que nous sommes « engagés dans une guerre civilisationnelle », qu'il faut défendre « l'avenir de notre foi et de toute notre culture européenne et chrétienne ». Ordo Iuris se situe à mi-chemin entre l'aile catholique traditionaliste du PiS et les partis encore plus à droite. L'institut a déjà travaillé avec le MCC et une partie de la nébuleuse MAGA, et le PiS, s'il ne dirige pas le gouvernement, a gagné la présidence du pays, où il représente une force considérable.

On peut enfin rappeler que le gouvernement Orbán a accueilli à Budapest Éric Zemmour et Marion Maréchal lors d'un sommet sur la démographie organisé en 2021 par l'État hongrois. Marine Le Pen, pour sa part, a rencontré Orbán en 2023 et dernièrement, le 23 mars 2026. Elle a alors prononcé un discours lors d'un meeting de campagne du président battu. Si elle a longtemps soutenu Orbán, si elle s'est déplacée pour le rencontrer, c'est certes parce qu'il a rejoint le groupe européen présidé par le RN mais surtout parce qu'Orbán, au pouvoir, représentait le niveau le plus élevé de dirigeant auquel elle avait accès.

Les affinités politiques, si on excepte les questions liées au genre et aux droits LGBT, sans doute, existent cependant. Elles sont établies dans l'entretien que Marine Le Pen a donné au magazine hongrois *Connectivity*, organe d'une fondation présidée par Ádám Samu Balázs, haut fonctionnaire du Fidesz, qui se présente comme impliqué dans « la construction d'une coalition internationale de partis conservateurs et dans le développement des relations avec les partenaires asiatiques ». La députée du Pas-de-Calais réaffirme dans cet entretien sa vision d'une France se tenant à équidistance des super-puissances, à ceci près qu'elle redit sa conviction que « l'Union européenne souhaite poursuivre la guerre (entre la Russie et l'Ukraine) et le Premier ministre hongrois est l'un des rares dirigeants européens à oser dire non ». Elle termine en prédisant que la seule manière de réformer l'Union européenne est « en remportant les élections », en l'occurrence en arrivant au pouvoir avec un programme souverainiste conforme à « l'idée originelle des Pères fondateurs, qui était de créer une Europe fondée sur la coopération de nations souveraines [pour] résister aux dérives idéologiques ayant engendré dépendance énergétique, désindustrialisation, crises identitaires et menaces sécuritaires<sup>6</sup> ».

Au-delà des points de divergence, on retiendra enfin que Marine Le Pen et Orbán partagent une

vision commune de l'identité nationale, répétée dans son discours du 23 mars dernier à Budapest et reproduite quasi *in extenso* dans le quotidien pro-Fidesz *Magyar Nemzet*. « Nous ne défendons pas, dit-elle, une conception honteuse de l'identité où l'immigration serait un traitement de nos difficultés économiques et démographiques. Au contraire ! Nous incarnons une vitalité qui puise sa source dans la conscience et la fierté de notre patrimoine historique et culturel, que nous transmettons avec dévouement à nos enfants ». Le seul problème est qu'elle affirmait que la victoire d'Orbán était la première d'une série qui devait, en 2027, « transformer l'Europe » avec les scrutins prévus en « Espagne en août, en Pologne en octobre et en Italie en décembre ». Curieusement, les présidentielles françaises ne sont pas mentionnées.

## Conclusion

La défaite électorale du Fidesz, malgré un mode de scrutin qui lui était favorable, une emprise forte sur l'appareil d'État, une presse écrite et des médias audiovisuels qui lui étaient majoritairement acquis et une multiplication des sondages fantaisistes sur l'issue du vote, démontre que la pérennité de la démocratie illibérale n'est pas du type de celle des dictatures. L'alternance, malgré les coups portés à l'équilibre des pouvoirs, reste possible sur le cycle long, quand bien même elle a lieu ici, il faut le répéter, à l'intérieur du camp conservateur affilié au PPE, avec quelques ouvertures vers le centre droit et le centre gauche.

L'enjeu est désormais de savoir si la gauche sociale-démocrate et socialiste, au pouvoir de 1994 à 1998, puis de 2004 à 2009 et en coalition de 2002 à 2004 puis de 2009 à 2010, sera capable de construire une alternative crédible qui passe par l'unification de ses forces avec celles des écologistes et des libéraux, mais aussi par un retour à une crédibilité largement écornée en 2009 avec le départ du Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány, responsable d'une politique d'austérité impopulaire et, dès 2006, d'un scandale lié à des propos par lesquels il déclarait avoir trompé ses électeurs.

La compréhension de la situation hongroise et, d'une manière élargie, de la situation très minoritaire de la gauche en Europe centrale nécessite aussi de comprendre combien des décennies de pouvoir communiste n'ont pas réussi à déraciner le sentiment national, à effacer le ressenti de l'humiliation infligée par les traités signés après la Première Guerre mondiale, à résoudre les questions de minorités religieuses et ethniques, à effacer les croyances religieuses (qui sont néanmoins en recul) et à imposer les valeurs sociétales que les progressistes ouest-européens tiennent pour faisant partie de leur ADN. C'est le refus des inégalités sociales croissantes, de la corruption et d'une forme de parti-État qui a porté Tisza au pouvoir. Cela ne vaut pas acquiescement au multiculturalisme, au relativisme des valeurs et à une immigration extra-

européenne qui évoque l'histoire de la progression ottomane, qui ont fait bouger l'opinion.

Enfin, la chute d'Orbán est un coup, dont on ne sait pas encore s'il est définitif ou temporaire, à la structure des réseaux internationaux des droites radicales et nationales-conservatrices. Mais l'impact de l'existence de ces réseaux sur des élections législatives ou présidentielles hors de Hongrie est faible. Le prêt consenti à Marine Le Pen par la banque MKB, proche de Orbán, en vue de la présidentielle de 2022, a peu de chances d'être renouvelé pour 2027 mais n'est pas la clef de la victoire éventuelle dans les urnes. Et si les alliés du Fidesz souffrent d'un dommage d'image, les progrès de Vox en Andalousie, de Reform UK en Grande-Bretagne, de l'AUR en Roumanie et le retour de Jansa en Slovénie vont changer l'épicentre des droites nationalistes, sans leur porter un coup fatal.

*Crédit photo : European Union.*

1. Il s'agit du journal sensationnaliste en ligne 444.hu. La fiabilité est donc sujette à caution, bien que certaines de ses révélations passées aient été vérifiées. Parmi elles, en 2014, le scandale causé par la grâce accordée à un pédocriminel par la présidente de la République, Katalin Novák, avec l'aval de la ministre de la Justice Judit Varga, ex-épouse de Peter Magyar. Toutes deux avaient démissionné.
2. HVIM est, depuis 2001, un mouvement qui souhaite rétablir la Hongrie dans ses frontières d'avant 1920, que l'on peut visualiser [ici](#).
3. Anita Orbán, *Power, Energy, and the New Russian Imperialism*, Westport, Praeger, 2008.
4. Andy Ngo, *Unmasked: Inside Antifa's Radical Plan to Destroy Democracy*, Nashville, Center Street, 2021.
5. Rod Dreher, *The Benedict Option: A Strategy for Christians in a Post-Christian Nation*, New York, Sentinel, 2017.
6. *Konnektivitas Magazin*, 9 avril 2026.